RÈGLEMENT N° 180-2022

RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QUE la rémunération et les allocations de dépenses des élus municipaux sont déterminées par les dispositions de la Loi sur le traitement des élus municipaux (LRQ. C.T.-11-.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire adopter un règlement relatif au traitement des élus municipaux;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Deschailons-sur-Saint-Laurent est déjà régie par un règlement sur le traitement des élus municipaux, mais que, de l'avis du conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de le rendre plus conforme aux réalités présentes;

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 8 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, un avis de motion a été donné le 11 janvier 2022 par M. Robert Gendron et que le projet de règlement a été présenté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 9 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, un avis public résumant le contenu du présent règlement et la mention de la date, de l'heure et du lieu de la séance ou est prévue l'adoption du règlement a été publié le 12 janvier 2022, c'est-à-dire au moins vingt et un (21) jours avant la séance d'adoption du présent règlement;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par M^{me} Andréanne Rouleau et résolu à l'unanimité du maire et des conseillers présents que le conseil municipal statue et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1

PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement numéro 165-2021, règlement relatif au traitement des élus municipaux, ainsi que toutes les modifications relatif à ce règlement.

ARTICLE 3

RÉMUNÉRATION DE BASE

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la municipalité, le tout pour l'exercice financier de l'année 2022 et les exercices financiers suivants. La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 9 900 \$ et celle de chaque conseiller correspond au tiers de celui du maire et est fixée à 3 300 \$.

ARTICLE 4

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE AU MAIRE SUPPLÉANT

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de trente jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

ARTICLE 5

ALLOCATION DE DÉPENSES

Une allocation de dépenses annuelle correspondant à la moitié (50%) de chacune des rémunérations de base fixées par le présent règlement est versée aux membres du conseil.

ARTICLE 6

MINIMUM ET MAXIMUM

La rémunération versée à chacun des membres du conseil ne pourra en aucun cas être inférieure ou supérieure au montant minimum ou maximum de la rémunération de base décrétée par la loi.

ARTICLE 7

INDEXATION

La rémunération et l'allocation de dépenses telles qu'établies par le présent règlement seront indexées à la hausse, pour chaque exercice financier suivant celui de l'entrée en vigueur du présent règlement.

L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice, du montant applicable pour l'exercice d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada établi par Statistique Canada, avec un minimum de 2.5 % pour tous les élus.

ARTICLE 8

MODALITÉ DES VERSEMENTS

À moins qu'il n'en soit autrement décidé par résolution conformément à l'article 24 de la loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q. chapitre T-11.001), les rémunérations de base et les allocations de dépenses annuelles sont payables en 12 versements égaux soit la dernière journée de chaque mois.

ARTICLE 9

REMBOURSEMENT DES DÉPENSES

En outre des allocations prévues à l'article 2 du présent règlement, le conseil pourra autoriser des dépenses de représentation réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la municipalité, pourvu qu'elles aient été autorisées préalablement par résolution du conseil.

Toutefois, le maire n'est pas tenu d'obtenir cette autorisation préalable lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions. Il en est de même pour le conseiller que le maire désigne (en cas d'urgence), pour le remplacer comme représentant de la municipalité.

Le membre du conseil qui, dans l'exercice de ses fonctions, a effectué une dépense pour le compte de la municipalité peut, sur présentation d'un état appuyé de toute pièce justificative, être remboursé par la municipalité selon les règles prévues au **règlement fixant les tarifs applicables aux officiers et employés municipaux pour leur déplacement (#112-2014)**;

ARTICLE 10

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, rétroactivement, le 1^{er} janvier 2022.

France Grimard,
Directrice générale et greffière-trésorière

Christian Baril,
maire

Avis de motion	2022-01-11
Avis de publication	2022-01-12
Adoption	2022-03-08
Avis de publication	2022-03-10